



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL

représentée par la SELARL MJ EST

8 rue de la Gare 68000 COLMAR

Références : 0006702338_2025_07_22_Locacil_ViCessact
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement LOCACIL implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé à la suite de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société LOCACIL par la Chambre commerciale du Tribunal judiciaire de Colmar.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement, Autorisation en situation irrégulière (stockage de déchets)

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte réglementaire applicable à la cessation d'activité

L'installation valorisait des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux. Dans ce cadre, elle relevait notamment du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Des quantités importantes de broyats de câbles électriques ont été stockées dans l'installation pendant plus de trois ans. Dans ces conditions, l'installation était également concernée par la rubrique 2760-2 b) (Autorisation) exploitée en situation irrégulière.

En conséquence, les règles applicables pour la cessation d'activité sont celles prévues pour le régime de l'autorisation (L. 512-6-1, R. 512-39-1 et suivants).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 ou 45 jours selon la nature des interventions concernées

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise à l'arrêt de l'installation a été notifiée le 1^{er} août 2025.

Des mesures de mise en sécurité immédiate ont été présentées dans ce cadre. En l'absence d'actifs disponibles, celles-ci n'ont pas encore été mises en œuvre, mais des démarches ont été engagées auprès du Trésor public afin de bénéficier d'une avance.

Toutefois, les mesures prévues dans le cadre de la mise en sécurité ne comprennent pas l'évacuation des déchets de broyats de câbles électriques qui constituent le stock principal de déchets présents dans l'installation et qui étaient stockés en situation irrégulière, ainsi que des sables mélangés à des broyats et des métaux mélangés à des broyats.

De plus, les démarches engagées par le liquidateur auprès du propriétaire pour la mise en sécurité de la cuve de gasoil n'ont pas abouti.

Dans ces conditions, une mise en demeure est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site [...]
Constats : Par lettre du 02 juillet 2025, l'Inspection a été informée du jugement du Tribunal judiciaire de Colmar en date du 24 juin 2025 ordonnant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de la société LOCACIL avec cessation immédiate de l'activité. La cessation d'activité a été notifiée le 1 ^{er} août 2025 par le liquidateur. La notification précise que des démarches ont été engagées pour mettre en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• évacuation des produits dangereux (bouteilles de gaz usagées, huiles, ...) ;• interdiction d'accès au site et notamment la réparation de la clôture située en limite ouest ;• le déstage des circuits électriques basse tension (déjà réalisé). En l'absence de fonds disponibles, aucune échéance n'est précisée pour les mesures non réalisées à ce stade. Il a toutefois été justifié de l'engagement de démarches visant à solliciter une avance du Trésor public dans le cadre de la procédure de liquidation. Concernant le stock de déchets de broyats de câbles électriques, il est précisé qu'en l'état, en l'absence d'actifs disponibles, une évacuation ne peut pas être envisagée à court terme. Le liquidateur a indiqué s'être rapproché d'entreprises de gestion des déchets afin d'évaluer les possibilités d'évacuation dans des filières de valorisation. Compte tenu des démarches engagées et au regard du contexte, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient au représentant de l'exploitant de communiquer un échéancier de réalisation des travaux dès obtention d'une réponse à la demande d'avance présentée au Trésor public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : R. 512-75-1 I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 , lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2 , R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état [...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. [...] R. 512-39-1 [...] II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site L. 512-6-1 Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération

intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.

[...]

Constats :

Les constats réalisés dans le cadre du contrôle et les démarches engagées pour la mise en sécurité sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Des photos sont jointes en annexe.

Constat	Démarches engagées dans le cadre de la mise en sécurité
Accès : le portail d'entrée est cadenassé. La clôture située en limite nord-ouest est en partie au sol.	Demande d'avance au Trésor public pour assurer la remise en état
Déchets dangereux : <ul style="list-style-type: none">présence de 10 bouteilles de gaz usagées à proximité de l'installation de tri ;	Demande d'avance au Trésor public afin d'assurer leur évacuation
Produits dangereux : <ul style="list-style-type: none">présence d'une station service qui serait associée à une cuve de 10 m³ au nord-ouest de l'installation ;présence de fûts d'huiles, d'AdBlue et de produits non identifiés dans un local situé en face de l'installation de tri ;	Mise en demeure adressée par le représentant de l'exploitant au propriétaire des terrains afin d'assurer la mise en sécurité Le représentant du propriétaire a indiqué par lettre du 06 août 2025 que la mise en sécurité ne relevait pas de la responsabilité du propriétaire et qu'il ne serait pas donné suite à cette demande Demande d'avance au Trésor public afin d'assurer leur évacuation
Suppression des risques : <ul style="list-style-type: none">présence des installations électriques de livraison et de transformation situées à l'ouest des installations ;délestage des circuits électriques basse tension	La notification précise que ces installations appartiennent à la SCI ALEX 2000. De plus, il a été indiqué par courriel du 11 août 2025, sans le justifier, qu'EdF aurait confirmé qu'aucun contrat de fourniture n'était enregistré au nom de LOCACIL pour cet équipement Réalisé

Évacuation des déchets (1) : présence de déchets de métaux en mélange avec des broyats de câbles électriques dans une alvéole présente au nord-est de l'ancien bâtiment	Aucune démarche engagée à ce stade
Évacuation des déchets (2) : présence de tas de sable en mélange avec des broyats de câbles électriques au nord-est des installations	Aucune démarche engagée à ce stade
Évacuation des déchets (3) : présence de tas de broyats de câbles électriques : <ul style="list-style-type: none"> • de manière diffuse sur les voies de circulation, aux abords des aires de stockage, dans la rigole située à l'ouest des installations, ... ; • à proximité de l'entrée : tas comportant un mélange de PVC souples et d'élastomères d'environ 20 000 à 25 000 tonnes ; • au nord de l'ancien bâtiment : tas de polyéthylène basse densité d'environ 5000 tonnes ; • divers tas disposés dans des alvéoles à proximité de l'installation de tri et au niveau de la limite nord-est 	Aucune démarche engagée à ce stade, en dehors de la recherche de filière de valorisation

Il résulte de ces constats que :

- Concernant la station service et la cuve de gasoil, plus aucune démarche n'est engagée pour leur mise en sécurité à ce stade.
- Concernant les déchets de broyats de câbles électriques, il est rappelé qu'ils sont stockés dans une installation en situation irrégulière (cf mise en demeure du 04 février 2025) et dans des conditions ne respectant pas les prescriptions générales applicables au stockage de déchets. Dans ces conditions, il apparaît que ces déchets (broyats de câbles électriques, sables en mélange avec des broyats, métaux en mélange avec des broyats) doivent être évacués dans le cadre de la mise en sécurité.
En outre, eu égard aux constats relatifs à la dispersion de déchets dans l'environnement réalisés au cours des inspections précédentes (contrôles du 30 mai 2024 et du 10 juin 2024 notamment), il apparaît que l'installation n'est pas dans un état tel qu'elle ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

En conséquence, la prescription n'est pas respectée pour ce qui concerne l'évacuation des déchets et l'évacuation des produits dangereux.

Par ailleurs, il a été constaté que le puits situé à proximité de l'entrée a été étanchéifié par application d'une mousse sur le capotage en aggloméré qui avait été disposé par l'exploitant. Ce dispositif ne correspond pas à l'état de l'art, mais il permet toutefois de prévenir la dissémination de déchets dans l'ouvrage.

<p>Concernant cet ouvrage, il est rappelé que, par arrêté du 10 janvier 2025, l'exploitant a été mis en demeure d'assurer sa protection vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution et que diverses mesures d'urgence ont été imposées dont le nettoyage de l'ouvrage et le retrait des déchets s'y étant déversés. De plus, l'arrêté du 22 avril 2025 a ordonné la consignation du montant nécessaire à la réalisation de ces travaux.</p> <p>A ce stade, à l'exception de la mise en place d'un capotage, aucune action n'a été engagée par l'exploitant ou par son représentant depuis l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des mesures de sécurité immédiate dès leur réalisation.</p> <p>Concernant la proposition de mise en demeure, les délais suivants sont proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 45 jours pour l'évacuation des déchets (broyats de câbles électriques, sables en mélange avec des broyats, métaux en mélange avec des broyats, déchets diffus de broyats) ; • 15 jours pour la station service et la cuve associée. <p>Concernant la station service, de manière générale, les dispositions du Code de l'environnement s'appliquent à l'exploitant ou à son représentant.</p> <p>Concernant le poste de transformation, il appartient à l'exploitant de communiquer, dans un délai d'un mois, un document d'EdF attestant qu'il n'a pas été utilisé par la société LOCACIL.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 ou 45 jours selon la nature des interventions concernées</p>

Constat hors point de contrôle

Usage futur

L'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement précise que « I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article [R. 512-75-1](#) et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article [R. 512-39-1](#), l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les

personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés ».

Il est rappelé qu'il appartient au liquidateur de procéder aux démarches prévues par l'article précité.

Incidence de l'installation sur l'environnement – envol de déchets

Au cours du contrôle, il n'a pas été constaté de dépôts de broyats de câbles électriques sur la piste cyclable située à l'est des installations. Toutefois, des broyats de câbles électriques sont observés de manière diffuse de part et d'autre de la piste cyclable, principalement au droit de la zone d'accueil des déchets entrants (nord-est de l'installation). En l'état, aucun élément ne permet de dire s'il s'agit de dépôts récents ou non. Un constat similaire avait déjà été effectué en mai et en juin 2024.

De la même manière, des particules de plastiques ont également été observées de manière diffuse sur l'espace vert situé au nord-ouest de l'installation.